

## *Brochures éditées par le CDES de la CNT Toulouse*

Réflexion sur le chômage

Le monde nouveau (1° partie) par Pierre Besnard -

Le monde nouveau (2° partie) par Pierre Besnard

Anarchosyndicalisme et autonomie populaire

Anarchosyndicalisme et anarchisme

La pensée politique d'Albert Camus, par Marin Progreso

La récupération politique dans les mouvements étudiants

Espagne 1936 : révolution autogestionnaire

Notre place dans le mouvement ouvrier français, par X. Frolan

De la 1° internationale à l'AIT, par Antoine Castel

Suède, la SAC et le réformisme libertaire

Le guide de l'arrêté

Fascisme et travail

Immigration, réponse aux mensonges racistes

Répression de l'anarchisme en Russie soviétique

Les prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent

Réflexions sur le transport

La commune de Paris vue par les anarchistes (1878-1930)

Où va la CNT

T'as pas cent balles

Les élections professionnelles contre le syndicalisme

Marx et l'anarchisme

La CNT en Mai 68

Qui sont les sans-papiers

Les évangiles c'est du bidon, par Peilharot

Qu'est-ce que l'écologie sociale



## **RÉFLEXIONS SUR LE CHÔMAGE**



C.D.E.S. 7 rue St-Rémésy 31000 Toulouse  
tel/fax : 05.61.52.86.48.

Centre de Documentation et d'Etudes Sociales





## REJETER LES ERREURS DU PASSE

FASCISME, MILITARISME, INTEGRISMES, SEXISMES, NATIONALISMES.

## COMBATTRE LA HONTE DU PRESENT,

EXPLOITATION, RACISME, INEGALITES, POLLUTIONS, PILLAGE DU TIERS MONDE, GUERRES...

## CONSTRUIRE UN AUTRE FUTUR.

JUSTICE SOCIALE, SOLIDARITE INTERNATIONALE, AUTOGESTION, EGALITE, PARTAGE DU TRAVAIL ET DES RICHESSES ENTRE TOUS.



Confédération Nationale du Travail, section de l'  
Association Internationale des Travailleurs  
CNT/AIT UNION REGIONALE NORMANDIE :  
BP 2010 14019 CAEN CEDEX.

IPNS

## PRECISION :

LES CAHIERS DE  
L'ANARCHOSYNDICALISME  
SONT EDITES DANS UN BUT  
DE DEBAT ET  
D'INFORMATION ET NE  
CONSTITUENT PAS DES  
POSITIONS CONFEDERALES.

LA COMMISSION CHARGEE DES  
CAHIERS DE  
L'ANARCHOSYNDICALISME.

**Confédération  
Nationale du  
Travail**

**Association  
Internationale des  
Travailleurs**

**TRAVAILLONS MOINS !!!**

**TRAVAILLONS TOUS ET VIVONS MIEUX !!!**

La récente victoire obtenue avec le retrait du CIP ne doit pas nous faire oublier que celui-ci n'était qu'une étape parmi d'autres dans la politique de déréglementation du travail.

Des TUC , aux CES , au RMI , à la flexibilité ( annualisation du temps de travail ) et aux mesures sur l'apprentissage, la logique reste la même : celle de l'exploitation du plus grand nombre aux profits de quelques nantis.

Diplômés ou non, nous devenons de plus en plus des produits qui doivent se plier aux lois du marché.

Ils instaurent la précarité, le chômage, l'exclusion pour mieux faire passer la pilule. Les restructurations et les plans sociaux qui les accompagnent se succèdent, tout en tentant de faire croire au consensus social sous prétexte d'une " lutte contre le chômage " .

Pourtant, les moyens des patrons demeurent toujours les mêmes : baisser les salaires et rendre plus docile, encore plus flexible la main-d'oeuvre.

A gauche comme à droite, les réponses ont toujours été les mêmes. Nous n'avons rien à attendre des ROCARD, BALLADUR, KOUCHNER ou TAPIE . Ils sont les bénéficiaires de cette société fondée sur les inégalités et la hiérarchie.

Contre la précarité et l'exclusion, nous devons résister et poursuivre la lutte en ne comptant que sur nous même et non sur les marchands de rêves ou autres magouilleurs professionnels.

Salariés, précaires, chômeurs, étudiants c'est par notre lutte que nous ferons plier l'Etat et les patrons. Combattons les autres projets de déréglementation du travail contenus dans la loi quinquennale sur l'emploi.

Exigeons le revenu minimum égal au SMIC pour tout demandeur d'emploi ainsi que le droit à une vie décente, le droit au logement pour tous. Battons nous pour le partage conjoint du travail et des richesses ,pour une production basée sur des besoins socialement utiles. Réclamons que soit réduit le budget de l'Armée et mobilisons nous pour une société plus égalitaire et plus tolérante.

**Union Locale CNT/AIT :  
BP 2010 14 019  
CAEN CEDEX**

## CIP : CARAMBOUILLE D'INTERET PATRONAL.

Le gouvernement actuel tente de faire tomber le SMIC. c'est ce qu'on entend de la part des centrales syndicales en passant par les partis de la Gauche bien pensante. D'une seule voix. Louis Vianet, Nicole Notat, Marc Blondel, mais aussi Rocard et Hué se sont élevés contre l'instauration d'un "SMIC jeune" contenu dans le projet de Contrat d'Insertion Professionnel.

Si actuellement, la défense du SMIC est importante, dernier rempart contre une dérégulation totale des salaires, que penser de nos bons syndicalistes, bien silencieux dans le passé, quand des attaques de fait contre le SMIC ou salaire de référence ont été mis en place. Exemple le CRE qui n'oblige pas l'employeur à payer selon le salaire de référence des conventions collectives, mais juste au SMIC. Et quelle hypocrisie de ces mêmes syndicalistes alors qu'aujourd'hui, la plupart des stagiaires ne sont payés qu'à 80% du SMIC, 3800 F environ et moins suivant le stage et l'âge.

Ces mêmes syndicalistes:

- Qui ont accepté les dégradations successives des ASSEDIC (Juillet 92, fin 93).

- Qui ont accepté les décrets Aubry qui permettent actuellement aux ANPE de radier plus aisément.

Et enfin, ce RMI, ultime hypocrisie qui voudrait que le chômeur, avec 2000 F par mois, soit content. Car là, il ne s'agit pas d'une remise en cause du SMIC mais d'un aménagement qui permet aux chômeurs de ne pas crever.

Car finalement, si le SMIC ne concerne que le monde du travail, cela veut dire que nos syndicalistes de service acceptent implicitement que les problèmes du monde du chômage ne les regardent plus, sinon à régler en affaires courantes. Alors qu'ils aient l'honnêteté intellectuelle d'accepter des organisations de chômeurs.

Nous, anarcho-syndicalistes défendons depuis longtemps le SMIC pour tout demandeur d'emploi. Cette proposition étant d'ailleurs contenue dans le programme commun de la gauche, si ce n'est pas indécent de le rappeler. Bien entendu, cette disposition serait accompagnée de véritables mesures en faveur du partage du travail et des richesses.

Si nous revendiquons que le SMIC devienne un revenu minimum garanti, c'est tout simplement qu'il est illusoire de défendre le SMIC ou le salaire garanti de référence des conventions collectives quand le chômage place le marché du travail devant ce dilemme: comment refuser de bosser pour 90-80% ou 60% du salaire conventionnel quand il est admis qu'on peut vivre avec 2000F.

Les chômeurs, précaires ne paient pas leur viande moins chère chez le boucher que ceux qui travaillent. Ils doivent également se vêtir et ont droit à un toit. **Du Quart-monde au Tiers-monde, à bas les soupes populaires.**

Nous refusons de nous faire complices de gens qui n'acceptent pas une remise en cause d'acquis pour eux mêmes, mais l'acceptent si facilement pour les autres. Soit le SMIC est scandaleux et il faut le casser, soit le SMIC est admis comme revenu minimum garanti pour tous. Nous n'entrerons pas dans une dynamique qui accentuerait les inégalités sociales.

Alors chômeurs, précaires, futurs CIPistes, rejoignez la CNT. Ensemble, défendons nos intérêts.

Syndicat chômeur.  
U.L.CNT .BP 2010  
14019 CAEN cedex.

Abonnez-vous au "Combat Syndicaliste", journal de la CNT/AIT. 6 n° par an. 1 an = 100 F  
Soutien = 150 F. Chèques à l'ordre d'Union Régionale CNT Normande.

I.P.N.S. Ne pas jeter sur la voie publique.

## SOMMAIRE:

REFLEXIONS SUR LE CHÔMAGE

TABLEAU DES AGREGATS DE MONNAIE

REFLEXIONS D'UN LECTEUR ROUENNAIS DU "COMBAT SYNDICALISTE"

1980: LES "ANNEES CHÔMAGE"

1990: LES "ANNEES FLEXIBILITE"

OU L'ON REPARLE DE LA SOI-DISANTE "CRISE"

HIER ESCLAVE, AUJOURD'HUI FLEXIBLE. QUEL PROGRES!

VOILA QUELLE EST LA LOGIQUE DU CHÔMAGE

29 HEURES HEBDO, 84 000 FRANCS PAR AN?

2 MILLIONS DE LOGEMENTS VACANTS

DE LA SOLIDARITE

PLATEFORME DU GROUPE CHÔMEUR CNT DE TOULOUSE

CIP: CARAMBOUILLE D'INTERET PATRONAL

TRAVAILLONS MOINS!!! TRAVAILLONS TOUS ET VIVONS MIEUX!!!

Un groupe chômeurs, vient de se créer à Toulouse suite à une actualité sociale importante, l'adoption du C I P . Décret visant d'après nous à accentuer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Certains de ces chômeurs souhaitant se faire entendre ont déjà constitué différents groupes ou essaie de rassemblement. En vain.( Etats généraux des chômeurs, A.C. ou encore de TO7.)

N'ayant pas trouvés d'échos à leur revendications ils semblent trouver dans le cadre de la C.N.T. une aide, un soutien, une raisonnance à diffuser leur idées: une transformation radicale de la société basée sur une autre valeur que le fric : mais de **l'être humain**. Donc il se veut basé sur un fonctionnement libertaire, avec **absence totale de hiérarchie ou tous s'investissent dans le but de construire une société nouvelle**.

- Lutter contre le chômage est absurde. Nous préférons lutter contre les inégalités entre celui qui travaille et celui qui ne travaille pas. Car ces inégalités sont voulues par ceux qui détiennent les moyens de production et utilisent à leur grès la force de travail de chacun.

- Notre lutte passe par une réflexion profonde concernant les changements de société, et surtout concernant la production des biens et des richesses et de leur répartition équitable.

Dans l'immédiat, nous réclamons un revenu garanti : sans échange de travail, sans contrepartie, pour chaque individu, revenu qui doit lui permettre de pouvoir vivre dignement et librement. Nous préférons cela plutôt que de voir se perpétuer le salariat en échange d'un " travail " **souvent superflu, parfois nuisible**. (nucléaire, fabrication d'armes, etc...)

**-Nous dissocions la notion de revenu de la notion de travail.**

- Notre lutte passe par le respect de l'individu, de son droit de vivre, de son autonomie au sein de la collectivité humaine. Nous voulons mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour favoriser son éducation, son épanouissement, sa liberté, seuls garants de sa solidarité et de sa responsabilité au sein de cette même collectivité.

- **Nous rejetons le terme d'exclu**. Le système capitaliste n'ayant aucune dimension humaine ou morale, c'est nous qui excluons ce système !

- Nous nous organisons malgré et contre ce système, en tant qu'être humain, et en vue d'un projet collectif que nous bâtirons à la base.

- Nous tenons à rappeler que le travail, dans cette société, cela peut être sale, dégradant, humiliant et c'est en tout cas aliénant. Le travail a toujours usé les salariés pour profiter qu'à une min  $\sigma$  rité.

**Exédés par la création d'un véritable business autour du chômage**. (business monétaire : création de journaux, syndical, associatif ou électoral) .Nous souhaitons prendre nos problèmes en main et non nous laisser manipuler par ceux qui travaillent à résoudre les problèmes inhérents aux chômeurs . Etant salariés ils ont systématiquement une vue différente du chômage puisqu'étant de l'autre côté de la barrière.

Regardons l'évidence en face : le **travail il n'y en a plus pour tout le monde** ce lui-ci disparaîtra du vocabulaire des 3/4 de la société. Ne dépensons plus notre énergie à lutter contre des moulins à vent mais **utilisons notre énergie, notre imagination à inventer, construire un autre futur**.

**Celui où l'homme sera libre et épanoui. Vive le droit au bonheur.**

## ...DE LA SOLIDARITE.

L'attribution d'un logement n'est accessible aujourd'hui qu'avec des garanties financières. Etre S.D.F. de nos jours est devenu banal et presque normal pour nos chers organismes concernés (OPAC, H.L.M. etc.). Quelle politique des plus douteuses avons nous sous les yeux !!!

Pourquoi privilégier systématiquement les ressources et les revenus lorsque l'on sait pertinemment le nombre de gens touchés par la précarité et le chômage (qui se chiffre aujourd'hui par millions). De toute évidence, l'expulsion d'un logement peut toucher quasiment n'importe qui et il ne faut pas s'y résigner. Il faut se solidariser contre ces aberrations pour le droit à une vie décente et à un toit pour tous car en quoi est responsable une personne touchée subitement par le chômage et qui se retrouve du jour au lendemain démunie? Pourtant si elle ne peut payer ses loyers et autres charges, la procédure d'expulsion sera exécutée par l'administration compétente. *Volontairement aveugle*, elle la jettera à la rue. Pourquoi, en quoi est-elle fautive?

Est-ce acceptable de pousser des individus au désespoir alors qu'ils ne sont en fait que les victimes du jeu du capitalisme et du patronat. Certes, on peut prétendre encore aujourd'hui conserver quelques "miettes" mais à quel prix? Celui d'être considéré comme un vulgaire pion, un objet de rentabilité, une valeur marchande exploitée, manipulée au gré des privilégiés et de leur nouvelle politique: la flexibilité. Voilà à quoi nous sommes réduits, nous la classe opprimée. Est-ce là le sens des valeurs humaines, l'objectif de la vie dans ce système humiliant?

Aujourd'hui et plus que jamais, tout se base et se négocie sur le fric aux dépens des plus élémentaires droits humains. L'accepterons nous encore longtemps? Non, salariés, chômeurs, précaires doivent s'unir et non se marquer d'indifférence et se diviser comme le souhaite le pouvoir simplement afin de mieux perpétuer sa politique d'asservissement et d'exclusion. L'union, en effet, est le seul moyen de dire non et d'enrayer tout cela mais avant tout d'empêcher aujourd'hui que l'on puisse jeter des individus ou des familles entières à la rue. Et lorsque le problème se pose à une personne isolée et qui plus est, ignorante de ses droits, il est évident que seule, elle ne pourra que subir et sans nul doute restera impuissante face à ces injustices.

**Voilà pourquoi il faut s'organiser massivement contre toute procédure d'expulsion car aujourd'hui c'est un voisin mais demain ce sera peut-être vous que l'on jettera dehors et cela sans aucune légitimité.**

## LES PUISSANTS NE NOUS PARAISSENT IMPRESSIONNANTS QUE PARCE QUE NOUS SOMMES A GENOUX DEVANT EUX !!!

Lisez le "Combat Syndicaliste", journal de la CNT. 6 n° par an. 1 an = 100 F, Soutien = 150 F. Chèques à l'ordre de l'Union Locale CNT de Caen.

I.P.N.S. Ne pas jeter sur la voie publique.

La division du travail et des richesses offrirait l'avantage de résoudre le problème du chômage sans inflation. Le capitalisme de marché choisit d'employer certains et de leur prendre une partie de leur travail pour distribuer des miettes aux exclus de l'emploi.

### La fonction structurelle de chômage :

Au fait que le chômage crée un réservoir de main-d'oeuvre destiné à faire baisser les exigences des salariés à assurer les requalifications professionnelles etc. s'ajoutent d'autres contradictions conjoncturelles : saturation de certains marchés, compétitivité, mondialisation de l'économie sous l'égide du capitalisme triomphant. Le monde est son marché (hélas pour l'humanisme). Telles sont les contradictions que nous vivons ! De plus les entreprises et les états capitalistes dominants sont coincés par l'arrivée des pays en voie de développement ou récemment développés : concurrence pour certaines productions, adversaires pour conquérir les marchés et en même temps, alliés et amis car la croissance des uns assurent des débouchés aux autres.

La mondialisation pose des problèmes sérieux. Les capitalistes ont essayé de les résoudre de plusieurs manières : guerres, absorption-fusions d'entreprises (concentration capitaliste), protection des marchés intérieurs (protectionnisme), création de grands marchés (C.E.E., A.L.E., C.E.I.), soutien financier (BERD, FMI), accords internationaux (Bretton-Wood, Uruguay, G.A.T.T., Maastricht, etc.) ne sont que des aménagements pour limiter les dégâts du principe capitaliste : "croître ou périr", ce qui conduit souvent le capitalisme à négliger le social et les crises qui en découlent.

L'observation est rapide ! D'un côté, les capitalistes puissants: grandes multinationales, secteurs liés au commerce international, ou en monopole, ou bien en situation de conquête des marchés internationaux, soutenue politiquement etc.....

En général, ils sont libre-échangistes, anti-nationalistes en position dominante, leurs industries ne peuvent prospérer et se maintenir qu'au niveau mondial.

Les autres, dépassés, de trop petite taille, non-compétitifs, ou liés à des marchés régionaux ou nationaux, ou à des productions obsolètes, sont incapables de résister aux premières. Ils sont en général protectionnistes, anti-internationalistes, cherchant à l'abri des frontières douanières, à préserver leurs entreprises, ou à gagner le temps nécessaire pour les rendre compétitives. Nous voyons poindre à l'aube du 21ème siècle, la démarcation qui dépasse les clivages politiques et sociaux, les protectionnistes contre les libres échangistes, et l'on voit les Pasqua, Seguin (R.P.R.), Chevènement (P.S.), ou le P.C. et le F.N. converger contre Maastricht, tandis que les autres, de droite à gauche sont "Maastrichtiens", idem pour le G.A.T.T.. Nos paysans qui bavaient sur l'Europe, mais pas sur ses subventions (les M.C.A. en appellent à "l'Europe des paysans" contre ceux des États-Unis, encore que les secteurs agricoles et agro-alimentaires qui vendent leurs produits en partie aux USA ne sont pas très "protectionnistes".

Les patrons se sont divisés sur ces questions aussi, tout cela n'est que "tambouille" de bourgeois, le seul principe qui leur convient est d'avoir des réglementations à géométrie variable, de celles que l'on prend un jour et que l'on rejette le lendemain en fonction des intérêts et des bénéfices escomptés. Les uns triomphent, les autres meurent, mais curieusement, en défendant le même principe sadomasochiste de l'économie de marché et des contradictions suivantes.

La croissance, c'est vendre sur les marchés : quand ceux-ci sont saturés ou occupés, il faut alors baisser les prix pour pouvoir les conquérir ou les conserver...

Pour cela, on restructure : achats de machines performantes, licenciements, gains de productivité mais chômage et baisse des salaires, donc baisse de la consommation, de la solvabilité du marché, chute de la croissance et du marché, restructuration et ça repart ! Telle est l'absurdité du capitalisme. Seule une croissance forte, très forte permettrait de dépasser le problème et d'opérer des mutations en douceur. N'y pensons pas !!!

### La croissance c'est aussi d'autres contradictions :

\* La première, c'est qu'il faut produire plus, donc nécessité de main-d'oeuvre baisse du temps de travail, puisqu'il faut des bras.

\* Une autre : le capitalisme c'est produire, consommation à outrance et on pile, on gâche les matières premières, on pollue à tout va (air, eau, flore). Exemple : le pétrole, 136 milliards T.E.P.\* de réserves mondiales et consommation de 3144 millions T.E.P. annuel, c'est 43 années de consommation, le standard de vie occidentale est à la mode !!! Et bien si 1 milliard accédaient au standard des États-Unis, il n'y aurait plus que 21,5 années de réserves...La voiture électrique, la guerre du Golfe, on comprend mieux...L'hymne à la croissance, hypocrisie pour les uns, fétichisme pour les autres, ne résoudra pas les contradictions économiques et sociales et sert à éviter de poser la vraie question : le but du travail.

T.E.P. : Tonne équivalent pétrole

Faut-il continuer ce petit jeu ? Tout cela pour notre "confort" et notre "bien-être"... En êtes-vous si sûr ? Idéologiquement, le capitalisme nous a structuré. Posséder plein d'objets c'est être... et on ainsi croit exister... Belle illusion, belle névrose obsessionnelle de consommation pour cacher le vide d'existence... On possède un objet mais le voilà démodé et "vlan", je t'achète "le dernier cri", histoire de "frimer", de ne pas être "ringard" ou différent. Je deviens boulimique, je me remplis de consommation afin d'engloutir mon désespoir, mon vide d'être... En prime, je perds ma vie à la gagner, pour améliorer mon ordinaire, je travaille, je n'ai plus le temps, il faut que j'en gagne, aller plus vite, alors j'achète une voiture, de la bouffe toute faite, pour le plus grand bien de l'agro-alimentaire (614 milliards en 90, 640 en 1991). Cela conduit à travailler et consommer, pour gagner le temps perdu à produire... Beau programme!!!

Le travail ça fatigue, ça détraque. Et pan ! Des pilules de toutes sortes, malaises et dépressions. Quel bonheur ! Éreinté, le soir je me "scoteche devant la télé", "je veux du rêve", de la vie facile, des plages dorées, des soirées chics où l'on parle fringues, bijoux, bagnoles, Dallas, Santa-Barbara, rêveries de milliardaires et autres niaiseries qui m'empêche de penser. Je deviens con ! Et toutes ces débilites accélèrent le processus de ne plus penser: je dors "Driing, driing"! Le réveil sonne, vite, l'automate est prêt à fonctionner, mais, avec ou sans Saint-Yorre, la forme n'y est pas... Amphétamines et vitamines, nouvelles journées de cauchemar, pollutions, réchauffement, trou dans l'ozone, pluies acides, nitrates, nucléaire, guerres, chômage, échec scolaire, mes poumons, mon ulcère, BASTA!!! Faut se poser. Repenser le monde. Au fond, de quoi avons-nous besoin? Manger, dormir, aimer, se vêtir, se loger, se soigner, se déplacer, apprendre, enseigner, de musique, de poésie, de jeux... Tout cela est possible mais doit être compatible avec la préservation de notre écosystème, l'égalité économique et sociale, l'équilibre psychologique des personnes. bref, un meilleur cadre de vie

**Ces paramètres doivent guider notre action pour rompre avec le capitalisme. Le travail et les choix des produits doivent être socialement utiles et doivent permettre une réduction significative du temps de travail. En travaillant utile, travaillons moins.**

#### Comment ?

Les cinq cent vingt mille emplois militaires supprimés, car l'armée, c'est pas "écologique", c'est psychologiquement cauchemardesque et, politiquement, elle sert les intérêts de la bourgeoisie et du capitalisme. Dans notre système égalitaire, quel intérêt de se faire la guerre?

Les sept cent vingt mille emplois du secteur financier supprimés car ils organisent la spéculation et le vol d'une partie du travail pour enrichir les actionnaires, les banques, les Bourses, greffant les coups de productions. Nous n'avons pas besoin d'eux pour produire de quoi satisfaire nos besoins.

Les deux millions sept cent cinq mille cadres et les cinq cent cinquante quatre milles contremaîtres et agents de maîtrise. Combien sont réellement utiles ? Ne trouverions-nous pas meilleure activité pour eux, que d'être là pour hiérarchiser le monde des salariés, fliquer et faire produire les autres ? Peut-être qu'ils seraient plus heureux s'ils n'avaient plus à jouer les matons.

Les compétences de l'ensemble du personnel des A.N.P.E., A.S.S.E.D.I.C., C.A.F., de l'aide sociale, de réinsertion, des stages bidons etc... auraient meilleurs emplois que de gérer la misère, surtout que, faute de chômage, il faudra bien les orienter sur d'autres travaux.

Notre système d'exclusion produit la délinquance soit par le vol des moyens nécessaires pour vivre ; soit parce que des imbéciles, en volant des objets, espèrent exister. Par la critique idéologique de l'usage de la marchandise, la suppression du chômage et des inégalités, la délinquance chuterait et finirait par disparaître.

C'est autant de flics, de matons, gardiens et travailleurs sociaux qui seraient disponibles pour d'autres emplois.

A cela s'ajouteraient, les permanents des syndicats, partis, députés, sénateurs et autre "politiciens" et marchands d'illusions. En travaillant tous sur les bases d'une production réellement nécessaire, ce n'est plus 39 heures mais peut-être 20 heures par semaine que nous devrions consacrer au travail.

Allons plus loin!!! Le taux de productivité augmente de 2% par an environ. La mécanisation dans l'économie de marché produit du chômage, et les salariés sont hostiles aux machines. Dans le socialisme libertaire, ce qui nous intéresse, c'est le produit, et comme la production est répartie également, il n'y a ni chômage, ni exclusion. Dès lors, l'automatisation peut être poussée à l'extrême: réduisant le temps de travail et les travaux ingrats. Puisque tout le monde s'accorde à penser que deux salariés à temps réduits produisent plus qu'un seul à temps plein (avec une baisse des accidents de travail), l'ambiance serait bien meilleure, comme la qualité du

## DEUX MILLIONS DE LOGEMENTS VACANTS !!!

Hier, le 31 MAI 1990, le gouvernement socialiste promulguait une loi relative au droit au logement  
Trois ans après...

- 400 000 personnes sans-abris, en habitat précaire ou en centre d'hébergement
- 500 000 logements en état de surpeuplement grave
- 400 000 logements insalubres

Aujourd'hui, les politiciens, les journalistes et les proprios veulent nous faire gober l'existence d'une crise du logement. Pourtant des toits, il y en a. On frôlerait actuellement les deux millions de logements vacants sans même parler des logements occasionnels et des résidences secondaires. ALORS

Les gouvernements, de gauche comme de droite, à la solde des patrons et de la classe détenant le capital, ont fait leur choix en matière de logement.

**Nous, anarcho-syndicalistes de la CNT, nous avons fait le notre: 1 896 000 logements vacants dont 2500 sur l'agglomération caennaise, 400 000 logements occasionnels, 2 414 000 résidences secondaires d'un côté et , 400 000 SDF de l'autre, les comptes ne sont pas difficiles à faire.**

Le problème n'est pas tant le manque de logements mais l'accessibilité à celui-ci.  
La société doit garantir à tous ses membres le droit au logement.

La fausse crise c'est celle dont les proprios et les politiciens nous parlent. Pour le premier, pas assez de logements disponibles par rapport à la demande donc augmentation des loyers. Et "si vous trouvez que votre appart est trop cher alors tant pis, d'autres attendent derrière vous".

Pour le policier, il faut construire, construire, et construire d'avantage de logements sociaux et augmenter les capacités des centres d'hébergement en attendant....

D'autre part, toute la classe politique, d'un commun accord, dit vouloir faire quelque chose. Concrètement, rien n'est fait. Tartufferies ou mauvaise foi. Politiquement et juridiquement ils le peuvent, une loi existe Art 342 du code de l'urbanisme et de l'habitat. Le préfet peut immédiatement mettre à disposition d'une personne un logement contre le gré du propriétaire de l'immeuble ou de l'habitation. Les locaux réquisitionnables sont les locaux vacants, inoccupés ou insuffisamment occupés.

La vraie crise, c'est le nombre de logements laissés vides, et que l'on refuse de mettre à la disposition de ceux qui sont dehors car cela permet aux proprios et aux agences immobilières de spéculer. En effet, dans le système capitaliste, dominé par l'argent pour l'argent, **le logement n'est pas considéré comme une nécessité mais plutôt comme un produit marchand rentable, source de spéculation et de profit pour les proprios.**

Quant à nous, anarcho-syndicalistes, nous refusons cette conception antihumaniste.

Est -ce que le droit à la propriété est supérieur au droit de la vie surtout quand cette même propriété est abandonnée au temps parce-que d'autres orientations politiques en matière d'économie sont favorisées pour le bien du Capital, du fric et du profit. Il n'y a plus de droit quand il s'agit de spéculation sur la vie

Le droit au bien-être, au bonheur pour tous doit être reconnu et considéré comme un valeur supérieure à la propriété dans une société de progrès et surtout humaniste.

Toute cette charité business, nous la refusons.

*Nous voulons du Beau mélange à la nécessité et à l'utilité.  
Bref, de la poésie dans l'urbanisme au lieu de cette grisaille, bêtonneuse de vie*

**IL EST TEMPS DE REAGIR  
HALTE AU GACHIS ET AUX EXPULSIONS !**

**CNT/AIT**

**Pour tout contact: UNION LOCALE C.N.T B.P 2010 14019 CAEN CEDEX**

## 29 HEURES HEBDO, 84 000 FRANCS/AN ? (suite)

Il ne faut pas réduire la bourgeoisie aux seuls patrons, actionnaires et hauts fonctionnaires. Incorporons ceux qui, techniquement, vont rendre possible le profit, les cadres. Ceux-ci constituent la techno-structure. On les trouve partout, dans les entreprises, les administrations, les organismes paritaires, les mutuelles... Hélas aussi, à la tête des organisations syndicales. Bien payés, ils tirent de leur fonction syndicale de nombreux privilèges.

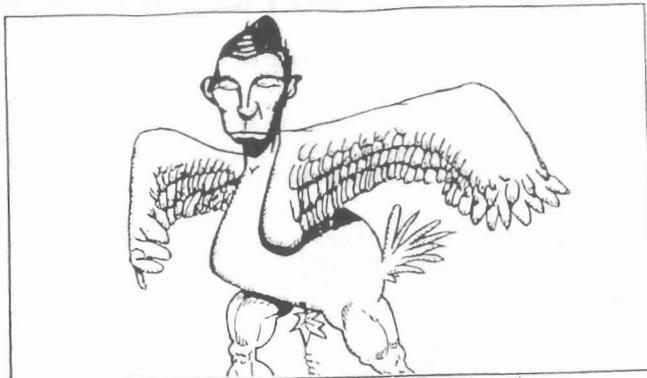
D'ailleurs, des patrons à l'Etat, les subventions directes ou indirectes, les chèques syndicaux, les petites places tranquilles ne sont que les remerciements de leurs propositions pour consolider le consensus social. Quand ils dénoncent le fait que l'on fasse payer la crise aux travailleurs, c'est surtout une façon d'admettre, de faire admettre qu'il y a **crise** et donc c'est inciter les travailleurs à diminuer leurs exigences pour sauver le consensus social.

La crise n'existe pas.

Certes, ils y a mutation permanente du capitalisme. Les chiffres qui suivent éclaireront le lecteur : en 1992, pour une population totale de 57 527 000 habitants, la *population active occupée* était de 22 330 000 et la population de *salariés occupés* de 19 011 000;

Conclusion : 19 à 22 millions de personnes assurent la production de l'ensemble des biens matériels. Sur eux sont prélevés les charges sociales, les impôts qui vont alimenter les budgets de l'Etat, des collectivités, des organismes sociaux.

Partant du principe que personne que personne ne peut profiter du travail d'un autre, que tous doivent, suivant leur compétence, participer à la production sociale et que le chômage est une arme qu'il faut ôter aux patrons ; il faut diviser le travail avec ceux qui sont disponibles pour un emploi. Combien sont-ils ?



En mars 92 il y avait à l'ANPE 3 200 000 inscrits auxquels il convient d'ajouter les *chômeurs déguisés* par l'emploi aidé par l'Etat qui paye tout ou partie du salaire. Ceux qui occupent les "emplois aidés" (Contrats de qualification, d'adaptation, SIVP, CES, Stages d'accès à l'emploi, de reclassement, Actions d'insertion...) sont 1 428 152.

Ajoutons les radiés, les non-inscrits, les SDF, les marginaux, les salariés à temps partiel, les 250 000 appelés du contingent...

Le chiffre de SIX MILLIONS avancé par de nombreux experts paraît très vraisemblable et nous le conserverons. Pour mémoire, rappelons le chiffre de 400 000 salariés en surcharge dans les entreprises, qui auraient dû aller grossir les chiffres de l'ANPE, pour lesquels Balladur a donné de la voix en expliquant aux patrons qu'il fallait attendre.

Conclusion : en laissant de côté les non-salariés (libéraux, indépendants...) car nous ne sommes pas là pour régler leurs problèmes de petits-bourgeois, on constate que, sur les 19 millions de salariés, la production est assurée par quelques 17 500 000 salariés à 39 heures par semaine.

Si on ajoutait à ces 17 millions et demi les quelques 6 millions de salariés potentiels que nous venons de décrire, on constate qu'une production identique à la production actuelle pourrait être assurée avec un horaire de 29

heures pour tous !

Bien sûr, il s'agit d'un calcul "en gros", mais, si des ajustements sont possibles et souhaitables, si la notion d'*emploi utile* doit être approfondie, il n'en reste pas moins que le cadre général est irréfutable : si le travail était partagé entre toute la population en état de travailler (chômeurs, chômeurs déguisés, salariés...), 29 heures environ pour chacun suffiraient pour assurer une production équivalente à celle d'aujourd'hui.

Il est intéressant d'appliquer le même raisonnement aux revenus.

En 1992, le Produit Intérieur Brut était de 6 987 milliards, une fois déduits les divers prélèvements, cela donne 84 126 francs en moyenne pour *chaque* habitant. Ainsi, un couple avec un enfant devrait entrer trois fois cette somme, soit un total de *deux cent cinquante et quelques milles francs par an*.

Bien sûr, ce chiffre devrait également être affiné, mais il a le mérite de fixer clairement des repères pour nos revendications.

Sur la base des chiffres officiels de 1992, la division du travail, c'est 29 heures par semaine, le partage des richesses, c'est 84 000 francs par personne (enfants compris) et par an !

Un adhérent de CAEN

travail. Donc, on produit mieux, en moins de temps. De plus, tout progrès technologique de productivité, doit être mis au profit de la réduction du temps de travail.

Une autre piste pour réduire le temps de travail est d'imposer une autre rationalité de production. Nous savons que les capitalistes s'enrichissent grâce à la plus value réalisée à la vente des marchandises. Si le marché est porteur, consommation et croissance permettent la plus value. Si le marché se restreint, parcequ'il y a baisse de sa solvabilité ou parce qu'il est saturé, les ménages achètent peu. Il faut relancer la consommation. Les patrons et leurs amis du gouvernement ont alors plusieurs possibilités : soit augmenter les salaires, soit créer un déficit budgétaire afin d'apporter de l'argent frais aux ménages, ou encore par la fiscalité, taxation basse ou haute de l'épargne, T.V.A., subventions, baisse du crédit à la consommation. Les patrons et leurs amis du gouvernement savaient pour 1992, que l'épargne brute par habitant était égale à 10773 francs et le tableau ci-dessous est très évocateur (Voir tableau en fin de texte).

Une fois rendu possible le fait que de l'argent frais stimule la consommation, comment faire pour que les consommateurs consomment ? On va, grâce à la publicité, convaincre qu'il faut acheter la dernière production "machin-truc". Parallèlement, on va modifier l'objet vendu. En modifiant tout ou partie de son architecture, de façon à ce qu'une pièce défectueuse ne soit pas remplaçable. Exemple, le moulage des pièces rendant impossible les réparations et les modifications d'un élément rendant par là-même impossible les raccordements : l'incompatibilité des divers matériels.

Mais également en ne produisant plus certaines pièces de rechange, ou en mettant ces pièces à des prix exorbitant, et dès lors, le consommateur doit remplacer l'objet.

Une autre technique consiste simplement à réduire la durée de vie du produit/matériel, en jouant sur les matériaux qui composent la marchandise; on sait très bien qu'il est possible de fabriquer des voitures dont les moteurs pourraient faire 300000 kms voir plus, des fibres pour les vêtements très solides, des matériaux de construction de meilleure qualité etc.,etc.....

Les choix de production ne sont pas neutres... Exemple: Le choix du trafic routier pour les marchandises qui est bien plus polluant et plus onéreux que le trafic fluvial ou du chemin de fer, mais le transport routier ça rapporte gros à beaucoup de monde, alors... Et pourtant, le transport en commun, c'est moins polluant, moins cher, et le temps de travail nécessaire pour ce type de déplacement est bien inférieur au transport individuel. Combien d'heures de travail nécessitent la voiture ? Si l'on estime à 2,50F ou à 3,00F en moyenne le coût du km parcouru, faites votre calcul et voyez combien d'heure de travail cela vous coûte.

Le gaspillage du capitalisme s'étend de la "bouffe" aux médicaments, aux stocks d'armes détruites ou dépassées, etc.... Ne trouvez-vous pas que l'on travaille pour rien, et qu'une production plus rationalisée, c'est de la consommation plus judicieuse, et c'est moins de travail ?

### Le capitalisme c'est :

- Production, consommation, plus-value,
- Inégalités sociales,
- L'aliénation existentielle des personnes,
- Le saccage de notre système,
- Les crises sociales,
- Les guerres, les ventes d'armes,
- Le chômage ou le travail pour des productions gadgets aberrantes et minables, etc.....

Rejetons le "barbaro-capitalisme" de l'économie de marché !

Imposons l'"égalitaro-solidarisme" de la planification libertaire, pour la production des besoins réels, l'égalité sociale, la préservation de notre environnement, la liberté de nos existences, le bien-être généralisé des personnes.

**TRAVAILLONS MOINS !  
TRAVAILLONS TOUS, ET VIVONS MIEUX !**

# 29 HEURES HEBDO, 84 000 FRANCS/AN ?

PRINCIPAUX AGRÉGATS DE MONNAIE AU 31 DÉCEMBRE 1992 (milliards de F) (1)

<b>Moyens de paiement M1</b> 1643,8	- Billets et monnaies divisionnaires - Dépôts à vue en francs	<b>M2</b> 2845,2	<b>M3</b> 5437,7	<b>Liquidités M4</b> 5493,3
<b>Placements à vue M2 - M1</b> 1201,3	- Livrets A dans les C.E. - Autres livrets désincasés dans les C.E. - Livrets bleus au Crédit Mutuel - Livrets désincasés dans les banques et au Trésor - Livrets soumis à l'impôt dans les C.E. - Livrets soumis à l'impôt dans les banques			
<b>Placements à terme M4 - M2</b> 2648,1	- Placements en devises auprès des C.E. et du Trésor - Dépôts à terme, valeurs prises en rémère et bons de caisse et d'épargne auprès des C.E. et du Trésor - Certificats de dépôt et bons négociables émis par les C.E.  - Titres d'OPCVM court terme - Bons du Trésor chez les ANF - Billets de trésorerie chez les ANF		<b>M4 - M3</b> 55,6	

	AGRÉGATS DE MONNAIE EN FIN D'ANNÉE (1) (milliards de F)		
	1990	1991	1992
M1 (moyens de paiement)	1 697,7	1 611,1	1 643,8
M2-M1 (placements à vue)	1 259,6	1 238,5	1 201,3
Livrets désincasés	945,8	934,1	907,5
Compte d'épargne-logement	116,7	120,6	123,4
Livrets soumis à l'impôt	197,1	183,8	170,4
M3-M2 (placements à terme)	2 081,2	2 337,9	2 592,5
Titres du marché monétaire en devises	62,3	72,4	63,5
Dépôts et titres du marché monétaire en F	923,9	959,8	1 029,7
Placements à terme et bons d'épargne en F	1 095,0	1 305,8	1 482,3
Titres d'OPCVM	49,7	48,8	55,6
M4-M3 (placements à terme)	27,8	34,4	36,3
Bons du Trésor	21,9	14,4	19,3
Billets de trésorerie	767,8	917,5	1 031,9
P1 (Épargne contractuelle)	1 697,7	1 611,1	1 643,8
M1	1 697,7	1 611,1	1 643,8
M2	2 957,3	2 849,6	2 845,2
M3	5 038,5	5 187,5	5 437,7
M4	5 068,2	5 236,3	5 493,3

- **Agrégats de monnaie.** L'agrégat M1 regroupe les billets détenus par les agents non financiers, les monnaies divisionnaires et les dépôts à vue en francs mobilisables. L'agrégat M2 comprend en plus de M1 les placements à vue en francs, rémunérés (livrets A, livrets bleus, comptes d'épargne-logement, CODEVI, livrets d'épargne populaire et livrets soumis à l'impôt). L'agrégat M3 inclut outre M2 les placements monétaires en devises, tous les placements à terme non négociables sur un marché (comptes à terme traditionnels, pensions, bons de caisse et bons d'épargne des établissements de crédit, les titres de créances négociables (certificats de dépôt, bons émis par les sociétés financières), les parts de fonds communs de créances à moins de 5 ans et la totalité des parts et titres d'OPCVM court terme. L'agrégat M4 regroupe outre M3 les bons du Trésor et les billets de trésorerie émis par les entreprises.
- **Agrégats de placement.** L'agrégat P1 rassemble les plans d'épargne-logement, les livrets d'épargne entreprise, les contrats d'épargne auprès des sociétés de crédit différé, les plans d'épargne populaire et les bons de capitalisation. L'agrégat P2 regroupe les obligations, les titres d'OPCVM obligataires et les réserves techniques d'assurance. L'agrégat P3 comprend les actions et les titres d'OPCVM actions.
- **Crédit intérieur total.** Le crédit intérieur total — défini comme l'ensemble des financements des agents non financiers résidents obtenus par voie d'endettement, soit auprès des établissements de crédit, soit sur les marchés de capitaux, tant en France qu'à l'étranger — retrace la dette de ces agents ayant entraîné un flux de financement effectif. Il comprend les crédits accordés par les établissements de crédit, l'encours des obligations et des titres du marché monétaire ainsi que les concours reçus des non-résidents.
- **OPCVM** : voir définition au mot-clé 17.3.

SOURCE INSEE

Le chômage, on en parle, on se désole, on s'inquiète... personne n'y peut rien.

Tous des hypocrites ! Les solutions existent, mais s'inscrivent contre les projets de la bourgeoisie, des bureaucraties politico-syndicales, de la techno-structure.

**Le chômage est programmé, voulu et planifié par le système capitaliste,** coïncé entre micro et macro économie. C'est la logique d'entreprise, contre la logique sociale, l'intérêt particulier du patron contre l'intérêt des salariés.

**Le chômage n'existe pas que depuis 1974, il est inhérent, nécessaire. Il existe depuis la révolution industrielle.**

Dans le passé, il conduisit à des explosions sociales.

Il y a plus d'un siècle, déjà, existaient l'équivalent des fameux C.E.S. (appelés alors "Ateliers Nationaux") et de l'AN-PE, du moins il y eut tentative, car les anarchistes-syndicalistes surent à l'époque détourner les Bourses du Travail.

**Le chômage est nécessaire au capitalisme,** car il permet aux entreprises d'embaucher ou de débaucher selon leurs besoins.

Le salarié n'est pas, pour la comptabilité capitaliste un homme ou une femme. C'est une force de travail qui se vend ou s'achète, c'est une marchandise, un coût de production comme une machine, de la ferraille ou du pétrole.

L'objectif est clair : payer la force de travail le moins possible et en extraire le plus d'argent possible. D'ailleurs, la rentabilité de la force de travail se calcule et s'exprime pudiquement en "productivité horaire".

La force de travail étant une marchandise, elle s'inscrit dans l'économie de marché et se négocie selon deux critères :

A) - Les demandes d'emploi : plus elles sont fortes (situation de fort chômage), plus les patrons trouvent de la main-d'oeuvre, moins ils payent le salarié.

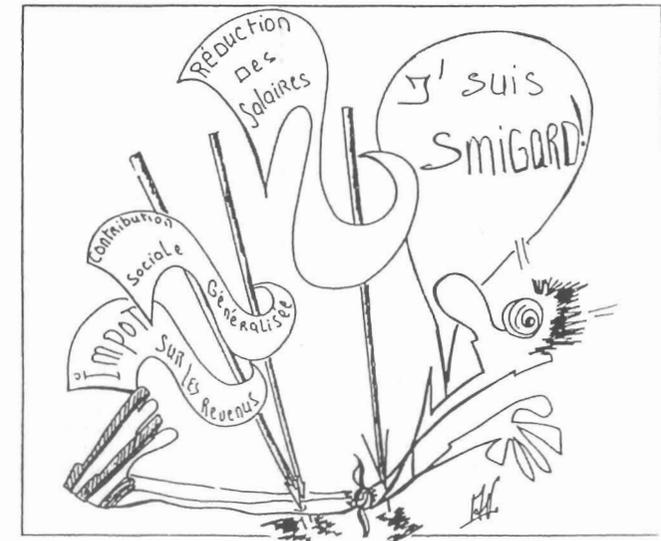
B) : Les offres d'emploi (possibilités d'embauche) : plus elles sont élevées, moins on trouve de salariés, plus on les paye cher.

Le chômage permet donc la baisse généralisée du salaire. Remarquons, sur ce point, que ce qui divise la gauche et la droite n'est pas le rejet ou l'acceptation du cadre capitaliste. Nous avons pu le vérifier historiquement et sur la dernière décennie. **Ils sont tous partisans de l'économie de marché, des inégalités sociales et économiques, du chômage.**

D'un côté, les libéraux, maniaques du gain maximum, de hausses tendancielles du taux de profit, de plus de valeur ajoutée, de productivité, du libre jeu des mécanismes de marché. Tant pis pour le social. Et si ça coince, trouble l'ordre, fait des grèves, on réprime. Depuis Guizot, rien de nouveau.

De l'autre, des sociaux-démocrates. Ils ont compris que le libéralisme économique, par sa logique brutale, débouche sur une crise sociale, de laquelle jaillissent des révolutions. Il faut donc introduire des négociations, des interventions. C'est par le biais de l'état que les modérations vont se faire. Le but de ces modérations: pérenniser l'alliance travail / capital qui maintient le système capitaliste, grâce au fameux consensus social. Le consensus, c'est simple : évitons l'agitation par une politique de salaires légèrement supérieure à celle des libéraux, et redistribuons des miettes aux pauvres. De toutes façons, le fric piqué aux salariés alimente les salaires indirects grâce aux prélèvements obligatoires (charges sociales, impôts).

Ce qui les divise, c'est le taux de profit qu'ils s'accordent pour conserver de hauts revenus. La différence est si mince qu'elle ne justifie pas que les travailleurs soutiennent l'un ou l'autre, bien au contraire. Inutile d'espérer de leur part une politique de chômage anti-inégalitaire !



**C**eux qui arrêtent de travailler ne possèdent plus rien, ceux qui ont toujours fait travailler les autres continuent de s'enrichir,

## VOILÀ QUELLE EST LA LOGIQUE DU CHOMAGE!

Quand les anciens travailleurs restent des nouveaux pauvres, les habiles fainéants de toujours, nos gestionnaires, nos managers, nos audits, nos marchands d'esclaves de l'intérim saucissonnent notre vie ... licenciements par ci ... travail du dimanche par là ... grâce à eux, moins il y a de travail, plus il y a d'heures supplémentaires.

Les apôtres du travail, ceux qui le fêtent, qui le sacralisent tellement qu'ils n'y touchent jamais eux-mêmes sont devenus des Hercules de foire, lutteurs contre le chômage, batailleurs pour l'emploi. Grâce à eux, Mickey ou général ou promeneur de chiens reste un métier d'avenir, et, confiance, nos technocrates sauront bien ordonner tout cela, grâce à une "juste" échelle des salaires qui préservera les hiérarchies bétons. Tartufe, bien sûr, sera Roi.

Il y a eu les travailleurs, il y a les employés, il y aura les domestiques, faire-valoir d'une machine qui pond des emplois-jetables.

Car le chômage est le symptôme d'une société malade de ses logiques (logiques de

guerre, de misère, de pollution, logique des emplois bidons), d'une société sans idéal dont les "élites" secrètent elles-mêmes les idéologies, de peur qu'ailleurs, de plus bas, d'autres idées ne surgissent.

Voyez les variations politiques proposées ces temps der-



niers (du vert au rouge en passant par le caca d'oie) : toutes se déroulent comme un exercice de style imposé ; celui du "réalisme économique".

Pas une égratignure contre le système capitaliste, ses rouages économiques ou même ses fondements moraux (comme par exemple le travail salarié).

Or, ce système, avec tout

ce qu'il implique dans sa logique du profit, reste un obstacle formidable pour le développement de l'humanité.

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de réfléchir à ce que l'on pourrait obtenir avec un nouveau mode de distribution, d'échange et d'orientation des productions.

Ensemble, par notre organisation à la base, là où nous trouvons, nous entendons lutter et réfléchir pour :

- l'autogestion,
- le partage du travail socialement utile,
- le partage des ressources entre tous,
- la solidarité internationale.

Pour ce faire, chacun a un rôle à jouer dans la C.N.T. travailleur, chômeur, étudiant, femme "au foyer", que ce soit pour réduire au maximum le temps de travail, pour exiger la gratuité des logements et des transports, que ce soit pour lutter contre la flexibilité ou pour défendre le droit à la santé et à une éducation décente pour tous.

Chaque fois qu'une lutte se mène sur cette base, nous avons prise sur le présent et le futur devient moins incertain.

XYZ

Voici les réflexions d'un lecteur Rouennais de notre journal ( le Combat Syndicaliste ). Il nous paraît important que les idées contenues dans ces lignes soient dans notre brochure car parler travail, c'est aussi par comparaison parler temps libre. L'aspiration à la suppression du travail salarié de la productivité, etc... a toujours hanté les producteurs, les ouvriers. Certains d'entre nous, dans les années 70-80, n'étaient ni isolés, ni les derniers à hurler dans les manifs "A bas le travail". Un débat a suivi dans l'Union Locale de CAEN suite à des articles, traduisant du franc accord à l'acceptation mitigée jusqu'à l'hostilité totale.

L'Union Locale de CAEN s'est positionnée comme suit: tant que du travail humain sera nécessaire à la production sociale des biens, le temps de production devra être divisé également entre tous.

La difficulté de la propagande anti-travail, c'est que dans les années 1990-2000, cela passe très mal. Qui plus est, le refus du travail cautionne souvent des attitudes dilettantes qui, en définitive, consistent, tout en ne faisant rien, à s'accaparer le travail des autres comme la bourgeoisie.

A fortiori, nous constatons actuellement un retour Vichyssois à la référence "travail", qui d'aliénante durant la période soixante-huitarde, avec "Les temps modernes" de CH. CHAPLIN comme culte, redevient norme sociale.

De prétendus sociologues, syndicalistes et autres personnages en mal de renommée, écrivaient sur le droit au travail, sur le pouvoir socialisant de celui-ci : les chômeurs doivent être insérés, car ils seraient en perte de vue!!!

Le Dieu Travail doit sauver ces pauvres gens. Foutaises! Nous, chômeurs CNT de CAEN, ne nous sentons ni perdus ni en décalage.

### CONTRE LE DROIT AU TRAVAIL!!!

"Si, déracinant de son cœur le vice qui la domine et avilit sa nature, la classe ouvrière se levait dans sa force terrible, non pour réclamer les "droits de l'homme", qui ne sont que les droits de l'exploitation, non pour réclamer le "droit au travail", qui n'est que le droit à la misère, mais pour forger une loi d'airain, défendant à tout homme de travailler plus de trois heures par jour, la Terre, la vieille Terre, frémissant d'allégresse, sentirait bondir en elle un nouvel univers... Mais comment demander à un prolétariat corrompu par la morale capitaliste une résolution virile."

PAUL LAFARGUE : "Le droit à la paresse". 1880

### LA LOGIQUE DES ESCLAVES

"Les philosophes anciens se disputaient sur l'origine des idées mais ils tombaient d'accord s'il s'agissait d'abhorrer le travail.(....)

Prolétaires, abrutis par le dogme du travail, entendez-vous le langage de ces philosophes, que l'on vous cache avec un soin jaloux un citoyen qui donne son travail pour de l'argent se dégrade au rang des esclaves, il commet un crime qui mérite des années de prison."

PAUL LAFARGUE : "Le droit à la paresse". 1880

"Celui qui n'a pas les deux tiers de sa journée pour lui-même est un esclave, qu'il soit au demeurant ce qu'il voudra: homme d'Etat, marchand, fonctionnaire, savant."

NIETZSCHE : "Humain, trop humain.". 1878

"Droit au travail, droit au travail !!!"

Nous voilà ramenés en 1848! Paul Lafargue serait content s'il entendait ça... Flaubert aussi: Gorju est ressuscité

"Droit à l'emploi!", "L'emploi c'est la vie!" Quand on voit en quoi consistent la plupart des emplois, on a envie d'éclater de rire. Ce sont les masochistes qui manifestent? Non, des gens normaux! Ah, bon? Alors, pourquoi pas plutôt "le droit à la paresse"?  
Je finis par comprendre: c'est du droit à la soupe qu'ils veulent parler! Si, si! C'est un chômeur qui me l'a expliqué: sans travail, pas de salaire, autrement dit pas d'argent; sans argent, pas moyen d'acheter des patates; et sans patates, pas moyen de faire la soupe... Donc, le droit au travail, c'est le droit à la soupe!... Drôle de droit, tout de même! Un droit de chien, en somme... Mais de chien qui aurait sa dignité. Bref, un droit de l'homme. Je ne plaisante pas. Le chien abandonné par son maître, au moment des vacances, se retrouve à la fourrière, s'il n'a pas été écrasé par une voiture; tandis que l'ouvrier licencié pour cause de délocalisation a le choix entre l'ANPE et l'Abbé PIERRE. N'allons pas comparer! La charité, c'est pas fait pour les chiens!

Un ami des bêtes. (Hiver 1993/1994)

"Les économistes nous racontent bien, il est vrai, que les ouvriers rendus superflus par les machines trouvent de nouvelles branches d'occupation. Ils n'osent pas affirmer directement que les mêmes ouvriers qui ont été congédiés trouveront à se caser dans de nouvelles branches de travail. Les faits hurlent trop fort contre ce mensonge."

KARL MARX: "Travail salarié et capital". 1849

Quand l'automobile va mal, tout va mal, chez Renault comme ailleurs. Le lancement de la ligne "Twingo", inspirée de l'esthétique du suppositoire, n'y changera rien. Le marché est saturé. On licencie et on licenciera encore. En attendant, il faut déjà songer aux slogans de l'année prochaine. A chaque publicitaire d'inventer le style de migraine qui va avec! Voilà pour la vitrine.  
Côté rue, quelles nouvelles? Malgré les signes avant-coureurs d'un frémissement qui pourrait être l'indice d'une légère reprise de la tendance à la hausse, la baisse de l'embauche se confirme. Et même là où le travail subsiste, on n'y consacre plus guère de temps: un peu moins de 40 heures par semaine chez les fainéants du service public, et à peine 50 heures chez les adeptes du secteur privé, qui, notons-le, trouvent encore le moyen de se reposer entre deux boîtes d'intérim! D'où l'idée que ceux qui ont tout pourraient bien en donner un petit bout à ceux qui n'ont rien. Malheureusement, ce n'est pas si simple. Parce que ceux qui ont tout prétendent qu'ils ne l'ont pas volé et ne veulent rien perdre en le partageant. Les égoïstes! Et pourtant, "partager le travail, en voilà une idée qu'elle est bonne" aurait dit COLUCHE. Si chacun tire la couverture à soi, tout le monde va attraper froid. C'est d'ailleurs pour cela qu'il y en a qui meurent de froid: la couverture est trop petite. La solution serait d'avoir chaud à tour de rôle. Mais comment le faire admettre? Il n'y a que l'Abbé PIERRE pour comprendre ça...  
Voilà à quel genre de raisonnement conduit ce qu'en terminologie marxiste, on appelait autrefois la rectification des rapports sociaux. Et en vérité, je vous le dit, mes amis, le marxisme avait du bon! A son école, on apprenait au moins à ne pas confondre Mickey avec le bonheur, sous prétexte qu'il donne du travail au prolétariat français. Parmi toutes les conséquences de ce "triomphe du culcul sur la pensée" pour reprendre la formule d'ALAIN FINKIELKRAÛT, celle-ci est peut-être la plus pernicieuse: la critique du travail n'est pas simplement passée de mode, elle est devenue de mauvais goût. La montée du chômage en a fait une position indécente! Quand le requiem pour l'emploi est au hit-parade, les demandeurs de temps libre n'ont plus qu'à faire la manche... Il faut se rendre à l'évidence: le travail est aujourd'hui un privilège et la proposition de l'abolir une idée scandaleuse. En veut-on la preuve? La réapparition du droit au travail: le droit des gueux par excellence!  
En réponse à ceux qui revendiquent un tel droit, et qui plus est, au nom de la dignité de l'homme, voici la cruelle vérité rappelée par NIETZSCHE:  
"Pour que le travail puisse revendiquer le droit d'être honoré, encore serait-il nécessaire qu'avant tout l'existence elle-même, dont il n'est pourtant qu'un instrument douloureux, ait un peu plus de dignité et de valeur que ne lui en ont accordée jusqu'ici les philosophies et les religions qui ont pris ce problème au sérieux. Que pouvons-nous trouver d'autre dans la nécessité du travail de ces millions d'hommes, que l'instinct d'exister à tout prix, ce même instinct tout puissant qui pousse des plantes rabougries à étirer leurs racines sur la roche nue!". L'Etat grec. 1872.

**Précarité, flexibilité, flux tendu, nouvelle trinité, pour un recul sans précédent de la condition salariale:**

• **La précarité:** embauche par Contrat à Durée Déterminée (C.D.D.), le temps que l'employeur s'acquitte de la commande, puis retour au réservoir de main-d'oeuvre: l'A.N.P.E.

• **La flexibilité:** s'applique à tous les salariés en C.D.E. mais aussi en C.D.I. (Contrat à Durée Indéterminée), "salariés maison" la logique est simple: c'est le carnet de commande qui fixera les horaires et les jours de travail. Dès que le quota annuel d'heures (autour de mille six cents heures) sera atteint, vous resterez chez vous; un C.D.D.

prendra votre place jusqu'à ce que la nouvelle année civile autorise votre réemploi. Ce qui signifie la disparition de vos "39 heures", de votre

"semaine de cinq jours"... même si au début, le projet du gouvernement n'est pas trop méchant; il faut bien habiter en douceur...

Qui empêchera les employeurs de prétexter que la concurrence bénéficie d'un taux de flexibilité plus avantageux que la compétitivité... que la règle de l'économie de marché impose une déréglementation totale et que chaque entreprise doit fixer la flexibilité selon ses besoins. Dès lors, des centaines de combinaisons sont possibles suivant les types de production -d'été ou d'hiver-, bien ciblés -liés aux fêtes, au tourisme, etc... Parce que l'électricité, le téléphone, les transports seront meilleur marché à tel moment, telle entreprise aura des horaires d'été extrêmement longs, tandis que l'hiver les horaires seront très faibles... Une autre choisira des jours très chargés et d'autres réduits. Celle-là préférera généraliser les équipes de deux fois douze heures car sa production l'y autorisera, tandis qu'une autre préférera trois fois huit heures. Pire encore, on pourrait avoir plusieurs employeurs pour obtenir son quota annuel.

• **Le flux tendu:** actuellement, la production est stockée pour répondre à une commande. La journée de travail étant fixe, elle ne peut s'adapter aux à-coups de production. Les stocks sont faits pour cela. Mais voilà, les stocks, ça coûte très cher! Construire les entrepôts, les chauffer ou les réfrigérer, les entretenir, etc... Les marchandises, ça se gâte, ça s'abîme, se vole ou se démode. Il faut conditionner les stocks et reconditionner pour la vente. Les stocks, c'est de l'argent immobilisé. L'employeur a payé la fabrication, il doit attendre la vente pour se faire rembourser. Cet argent serait plus utile sur son compte-courant. Alimenter le fonds de roulement éviterait les emprunts de trésor-

erie -créant des frais financiers- et pourrait, par placement, créer des revenus financiers. Désormais, plus de stock d'entreprise ni d'atelier. Il faut travailler à la commande: Grosse commande = gros horaires et embauches; petite commande = faibles horaires et peu d'embauche.

La société devient une immense caserne où chaque citoyen producteur accourt à la mobilisation du "général patron". Je vous laisse imaginer ce que sera votre vie sociale et la gestion de votre temps libre. Comment programmer ses vacances, ses fêtes de famille ou d'amis, l'école des enfants, sa propre vie affective, quand, désormais, vous n'avez plus droit à des jours fixés d'avance et com-

muns à la grande majorité des individus?

La nouvelle trinité (précarité, flexibilité, flux tendu) est dialectiquement liée, et des milliers de

possibilités sont offertes... Toutefois, un volant de salariés fixes, dits "maison" est nécessaire pour une bonne production, car embaucher des inexpérimentés, c'est plus d'accidents du travail, de pièces mal usinées (rebut), une mauvaise coordination des groupes, un manque de savoir-faire, de code commun... Les ressources humaines dans l'entreprise avec leurs "psycho-sociologues" vont avoir du boulot! D'autant que le flux tendu, c'est risqué. Il suffit que les salariés ou même un petit groupe se mettent en grève et, faute de stock, l'entreprise est bloquée. En conservant un volume de salariés fixes, triés sur le volet, bien soumis, la pacification de l'entreprise s'en trouve confortée aussi. Pacifier l'entreprise passera par l'intégration du syndicalisme au consensus social: quelques miettes, quelques privilèges, en rapport à chaque influence, subventions et discours consensus faisant le reste.

Le flux tendu social paraît trop dangereux pour que le patronat s'y ose. Peut-il, pour la moindre pièce manquante, le défaut d'une partie de la main d'oeuvre, stopper la production?

La nouvelle donne, c'est de s'organiser en fonction de cette situation... D'abord si un certain syndicalisme s'intègre au jeu du capitalisme, nous devons en construire un qui soit en rupture, puis-que sur ce terrain, la pacification, c'est la régression. Organisons-nous de façon discrète, de manière à ce que le patron sache difficilement qui est qui. Repenser ou revenir à un véritable syndicalisme de lutte, de terrain, adapté à la nouvelle situation, passe par la critique des grandes centrales réformistes, l'analyse de leurs impasses, de leurs fonctions réelles dans les luttes.

Un adhérent C.N.T.

**HIER ESCLAVE,  
AUJOURD'HUI FLEXIBLE,  
QUEL PROGRES !**

## Où l'on reparle de la soi-disant "crise" (suite)

avec des horaires calculés non plus sur une base hebdomadaire mais sur une base annuelle.

Avec cette flexibilité, plus question pour nous de pouvoir planifier nos activités personnelles et sociales. Une semaine, il faudra bosser 20 heures, une autre 60, il faudra travailler certains week-end. Difficile, dans ces conditions, d'avoir des relations régulières entre nous, des repères communs. Difficile aussi de s'organiser pour lutter. Les gouvernements qui se succèdent ont favorisé et continuent à favoriser ce processus.

Pour parfaire le tout, on développe de plus en plus les salaires individualisés, les primes au mérite, au rendement, etc... On particularise la situation de chacun pour gérer les tentatives de ripostes collectives.

Avec des rallonges minables de quelques centaines de francs, on va essayer de pousser les travailleurs à se bouffer la gueule entre eux. Certains d'entre nous vont mordre au piège et croire qu'il est possible de s'en sortir individuellement, à force de soumissions et de capitulations. C'est le vieux, très vieux principe de "Diviser pour mieux régner".

### Peut-il y avoir flexibilité sans précarité ?

C'est une autre question qu'il faut se poser.

La paupérisation touche beaucoup de gens. Mi-temps, stages de formation, C.E.S., R.M.I. : on se débrouille avec ce qu'on peut, c'est-à-dire pas grand chose. La constitution progressive d'une véritable armée de sans-travail constitue un moyen de pression, de chantage formidable entre les mains des capitalistes. Ils peuvent alors poser leurs conditions.

Les droits des chômeurs sont réduits. La dégressivité des allocations est instaurée puis accélérée. On supprime certains

types d'allocations. On radie beaucoup. Il s'agit de rendre le chômage difficilement tenable. Il faut préparer les gens à accepter les petits boulots (services de proximité, emplois familiaux...) précaires, des contrats à durée déterminée à la sauce flexibilité.

### Classes laborieuses, classes dangereuses ?

Evidemment, une politique d'exclusion massive, ça engendre des problèmes. la braise est encore rouge dans les banlieues. On en revient peu à peu au concepts de "classes laborieuses = classes dangereuses". Contentez-vous de ce qu'on vous donne, ou gare !!

Pauvreté et tout ce qui en découle, précarité, exploitation accrue, incertitude par rapport à l'avenir, mutations économiques : de quoi déboussoler bien des gens à la longue. Comme toujours, on voit ressurgir les discours xénophobes, fascistes, les tentatives de diabolisation des

étrangers, boucs émissaires indispensables.

Triste tableau me direz-vous ! Pas tout à fait. Le mécontentement grandit et cherche à s'exprimer, les confédérations syndicales réformistes, bouffées par la vérole politicienne n'ont plus la côte, le mythe du communisme autoritaire est mort... La période est potentiellement porteuse. Il nous faut une organisation anarcho-syndicaliste solide, près de la réalité sociale, près du vécu des masses laborieuses, une organisation capable d'impulser des luttes partout où sont l'exploitation et l'oppression.

Le pouvoir ne nous intéresse pas. C'est l'autonomisation des classes laborieuses sur des bases rupturistes que nous travaillons.

Long et difficile ? Certes ! Mais avons-nous vraiment le choix ?

L.P.

adhérent de l'Union locale CNT de Caen



## 1980 Les années "chômage"

## 1990 Les années "flexibilité"

Diminuer le temps de travail, partager le travail... voici des idées qui sont pour le moins d'actualité. Dans cet article, deux de nos compagnons montrent comment ces revendications traditionnelles du mouvement ouvrier sont aujourd'hui complètement détournées, à leur profit, par les capitalistes.

Une mise en garde contre l'utilisation perverse de nos aspirations légitimes et un appel à préparer une riposte, qui, pour être efficace, doit être envisagée sur le plan international.

Eric du Mans - Serge de l'Héroult

DURANT les années 80, l'Europe a vécu une période de restructuration des entreprises et de modernisation de l'outil de production. En France, cette politique économique a eu pour effet direct la suppression d'un million d'emplois industriels.

Aujourd'hui, nous entrons dans l'ère de la flexibilité généralisée, qui trouvera sa légitimité et son champ d'application dans l'Europe de 1993. Le chômage est un véritable traumatisme pour la population, c'est pourquoi les patrons et les gouvernements ne sauraient lui demander de nouveaux sacrifices sans paraître se soucier de ce fléau.

Grâce à l'hémorragie constante d'emplois, dont ils sont responsables, les patrons, aidés par les médias, ont lancé le débat sur le partage et la réduction du temps de travail. Celui-ci masque en fait une déréglementation totale de l'organisation du travail au seul profit du capital.

### RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL — PARTAGE DU TRAVAIL

RÉDUCTION et partage du travail participent à une même logique, mais on emploie des termes différents selon que l'on s'adresse à des travailleurs à temps complet, aux chômeurs, ou aux femmes (temps partiel). Multiplier les termes n'a pour but que de cacher le véritable

objectif : la flexibilité. Ce projet répond à un nouveau style de production et de gestion de l'entreprise : le "juste in time".

«Une nouvelle musique : rapidité de la production (conception assistée par ordinateur...), rapidité des échanges (logiciels transports...), permet de répondre à la demande presque simultanément. Les frais de trésorerie et de stock sont réduits. C'est la politique du "zéro stock", y compris le stock de main-d'œuvre. Grâce à ce concept de production flexible, à la demande, "on tend à fabriquer ce qui est déjà vendu ou ce qui est en passe de l'être". Cette tendance est "révolutionnaire" en ce qu'elle liquide fondamentalement un concept clé du libéralisme : la loi de l'offre et de la demande.» (Extrait tiré des textes de préparation au camping de la CNT-F, nuit 1992).

L'application du "juste in time", en termes d'organisation globale, se traduira par la disparition de la gestion hebdomadaire et journalière, au profit d'une annualisation du temps de travail.

On estime que l'on travaille en France, 1600 heures par an. Cette quantité d'heures de travail ne sera plus basée sur les 8 heures par jour et 5 jours par semaine, mais sera déterminée par les besoins de la production. Le patron répartira comme il l'entend ce quota. Finalement il gèrera nos vies (loisirs, vie de famille...) De plus ce procédé fait disparaître tout un pan des acquis sociaux : les deux jours de repos hebdomadaires consécutifs (avec le dimanche), la double compensation du travail dominical, le

paiement en heures supplémentaires, le chômage technique. On peut même aller jusqu'à imaginer le rattrapage des jours de congé maladie, puisqu'il faudra avoir effectué le nombre d'heures fixe pour l'année.

Pour faire accepter cette flexibilité, on n'a pas seulement recours au chantage au chômage. Ces derniers mois les médias, suite à un rapport sénatorial (Jean Arthuis), ont fait le forcing pour présenter les délocalisations comme un péril majeur. Citation tirée du rapport : «trois à cinq millions d'emplois en Europe sont menacés. 20% au moins vont disparaître. Agro-alimentaire, infir-

### MAASTRICHT C'EST LE OUI!



matique, etc..., aucune activité, aucune qualification ne pourrait résister face aux bas salaires des pays du tiers-monde.

Ce matraquage a pour objectif évident :

- imposer la flexibilité comme parade aux délocalisations;
- préparer psychologiquement à des réductions de salaire.

S'il est vrai que pour des produits de grande série, totalement standardisés,

## Où l'on reparle de la soi-disant "crise"

Depuis 74, les politiciens, les patrons et leurs médias n'arrêtent pas de nous parler de la crise économique. Mais le système est-il vraiment en crise ? Qu'est-ce qui se cache derrière leur crise ?

Nous sommes trop nombreux pour les besoins en main-d'œuvre du capitalisme, entre autre à cause des progrès de l'automatisation et puis, les salaires sont trop élevés. Un prolo vietnamien ou chinois, ça coûte bien moins cher qu'un prolo auvergnat ou alsacien.

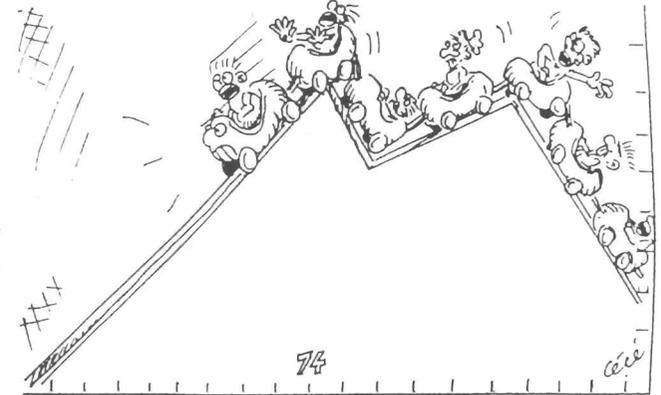
Bref, bon nombre d'entre nous, n'étant pas nécessaires au fonctionnement du système productif, sont condamnés par la logique du capitalisme, au chômage, aux stages bidons, au R.M.I., etc... Ils sont exclus. L'écart entre riches et pauvres s'accroît sans cesse.

### Qui subit le poids de la crise ?

Ce sont en fait les classes laborieuses qui subissent le poids de la crise. Les comptes en banque de la bourgeoisie, eux, sont toujours aussi bien remplis et bon nombre d'entreprises font des bénéfices appréciables (ce qui ne les empêche pas, par ailleurs, de licencier).

La crise n'est pas générale. Elle est particulière. C'est de notre crise qu'il s'agit. Nous seuls la subissons. On veut que ce soit nous qui supportions le poids des mutations économiques du capital. On veut de plus, profitant des dures conditions sociales auxquelles nous devons faire face, nous forcer à nous soumettre aux nouvelles formes d'organisation du travail. Alors ?! Crise économique ou augmentation de la pression exercée sur le prolétariat ? Tout ça ressemble sacrément à une arnaque !!!

La précarité et la flexibilité généralisées : voilà ce que nous réserve le capitalisme. Il faut toujours être plus rentable, tou-



jours plus productif pour faire face à la concurrence.

Il faut éviter les coûts superflus, automatiser et utiliser toujours plus intensivement les machines, employer la main-d'œuvre strictement nécessaire, la soumettre, la rendre dépendante pour pouvoir l'utiliser en toutes circonstances, la rendre modelable, taillable et corvéable à volonté.

Après avoir, dans les années 70 et 80 restructuré et fortement licencié dans la sidérurgie, la métallurgie, l'automobile et le textile (ce qui a permis en même temps la liquidation des bastions ouvriers), les capitalistes s'attaquent aux acquis sociaux, à la semaine de 39 heures, au repos du dimanche...

Ils veulent balayer les derniers obstacles qui les empêchent de

nous utiliser à leur entière convenance.

Le travail salarié nous prend du temps, mais ce temps est encore plus ou moins fixe pour l'instant. On peut s'organiser en conséquence. Le weekend nous permet également d'entretenir des liens amicaux, sociaux, familiaux, des liens de solidarité. C'est tout cela qu'ils veulent casser. On tente aujourd'hui de nous obliger progressivement à mener notre vie en fonction des intérêts de l'entreprise.

En ce sens, à la mi-août, le gouvernement s'est réuni pour adopter le projet de plan de lutte anti-chômage. Ce projet prévoit, entre autre, la possibilité de signer des contrats de travail

### CRISE ? PAS POUR TOUT LE MONDE !

Selon le magazine *Financial World* qui publie chaque année le classement des 100 capitalistes qui ont gagné le plus d'argent à Wall Street, le financier Georges SOROS a empoché en 1992 environ 650 millions de dollars (= 3,5 milliards de francs) soit, toutes les cinq minutes, plus d'argent que dans l'année une famille américaine moyenne (sans parler des familles ougandaises...). Le deuxième de la liste, un certain Michael STEINHARDT a gagné à ce petit jeu la somme de 250 million de dollars et le troisième, Alfred LERNER, 139.

On espère que la crise n'est pas trop dure pour eux.

sans grande valeur ajoutée, l'immigration des entreprises vers des pays à main-d'œuvre bon marché continuera inévitablement (c'est l'ultime étape du taylorisme). Il faut préciser que les produits venus d'Asie ne représentent que 3% du commerce français. Le gros des délocalisations s'effectue en Europe, dans le cadre de la régionalisation. Le tiers-monde ne répond pas aux impératifs du "just in time" et de ses séries courtes, à contrario des idées reçues sur la délocalisation. Par exemple, la division "composant" de Hewlett packard à Grenoble a réussi à obtenir des prix de revient comparables à ceux de l'unité de Singapour, en jouant sur l'adaptation et la flexibilité de son outil industriel.

Les travailleurs et les chômeurs français ne sont pas les seules victimes de la nouvelle donne "just in time", partout en Europe la flexibilité est en marche.

### L'EUROPE

La mise en place du marché unique de 1993 n'est, ni plus ni moins, que l'application de toutes les mesures citées précédemment. En créant un marché sans frontières intérieures, le capitalisme européen se donne un moyen d'accroître son essor et de peser dans la compétition mondiale, sous prétexte de faire face aux USA et au Japon.

L'échéance de 1993 n'est qu'un acte de la mondialisation de l'économie. Ce n'est pas, comme on nous le présente, un affrontement de l'Europe contre le Japon et les USA, mais plutôt une zone de libre échange soluble dans le marché international. Le marché européen, fort de ses 320 millions d'habitants est le plus peuplé du monde industrialisé.

Il y a quelques mois, au niveau du GATT, un accord tacite a été conclu entre les USA, le Japon et la CEE. Les USA sont assurés de garder le leadership de l'agro-alimentaire au niveau mondial. Le Japon obtient la possibilité d'accélérer la pénétration du marché européen principalement dans le secteur automobile). La CEE quant à elle obtient le quasi monopole des marchés de l'Est.

La Confédération européenne des syndicats (CES) est partie prenante de ce processus. Il y a quelques années déjà, la CES a signé, avec les patrons européens, un accord sur la mobilité (délocalisation, mobilité des salaires, mobilité dans l'entreprise ou polyvalence...). Le seul point de divergence a porté sur le fait que la CES demandait une gestion paritaire des entreprises. Bref, ils s'associent aux patrons pour nous rendre flexibles, malléables, corvéables.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des valets du capital. Ils doivent se méfier des revendications qu'ils seraient amenés à défendre. Comme on l'a vu, la question de la réduction du temps de travail est fort complexe. Les pièges qui nous sont tendus doivent nous amener à bien réfléchir aux mots d'ordres que nous serons amenés à défendre.

### CONTRE LA FLEXIBILITÉ

Il faut, dans un premier temps, entreprendre un travail de vulgarisation de tous ces problèmes, car bien peu de monde en saisit la globalité. Même les adhérents des centrales réformistes ne sont pas informés des accords scandaleux que leurs bureaucrates passent avec le patronat européen.

Il faudrait ensuite faire un état des lieux, même limité (caractéristiques, législation, exemple...) de l'avancée de l'harmonisation entre les pays. Cet état des lieux ne devra pas seulement servir à notre réflexion internationale. Il devra être divulgué aussi largement que possible, pour permettre une prise de conscience de l'urgence qu'il y a à établir une riposte internationale face à un capitalisme qui a déjà aboli ses frontières.

La réduction du temps de travail doit rester une revendication constante et légitime des travailleurs, mais elle doit obligatoirement être liée au partage des richesses. Il faut préciser que nous réclamons une réduction qui soit à la fois hebdomadaire et journalière.

La réduction du temps de travail doit rester une revendication constante et légitime des travailleurs, mais elle doit obligatoirement être liée au partage des richesses. Il faut aussi préciser que nous réclamons une réduction qui soit à la fois hebdomadaire et journalière (...). Cette réduction doit s'accompagner obligatoirement de créations d'emplois non flexibles, non précaires.

Aujourd'hui, de telles revendications peuvent paraître illusoire, vu le faible rapport de force. Elles peuvent néanmoins permettre de comprendre que le progrès technique n'est souhaitable que s'il permet à l'homme une plus grande maîtrise de sa vie. A partir de là, on peut penser que l'on brisera, dans les têtes, la justification de la logique productiviste. Un premier pas vers l'abolition du salariat.

Ce ne sont pas seulement les revendications qui doivent être envisagées à l'échelle du continent, il doit en être de même des mobilisations. Car, si un mouvement fort s'élevait contre la flexibilité dans un seul pays, on peut craindre que pour briser la lutte, le patronat utilise la fuite des capitaux et les délocalisations.

